

**Samedi 30 avril 2016
Quartier Saint-Amé
Liévin**

Inauguration du Mémorial restauré en hommage aux « 42 mineurs envoyés à la mort »

**Allocution de Jacques Lacaze
au nom du Comité d'initiative en vue de l'érection d'un mémorial
en hommage aux victimes du capitalisme**

Le 27 décembre 1974, un coup de grisou faisait 42 victimes à la fosse 3 de l'unité de production de Lens dont l'entrée était située, ici, à quelques dizaines de mètres sur le territoire de Liévin. Dès le 5 janvier 1975, à l'initiative de militants engagés sur le front de classe, une Commission populaire d'enquête se mettait en place dans le but de comprendre les mécanismes et les responsabilités de cette catastrophe. L'enquête sera menée auprès des mineurs de la fosse 3 en particulier, mais aussi en direction de toute la population des corons, avec la collaboration d'ingénieurs, de médecins...

Le 22 mars 1975, un Tribunal populaire était réuni pour révéler les conclusions de cette enquête, faits à l'appui. La conclusion essentielle pointait comme vrais responsables : l'État-patron, les cadres des Houillères à son service, et la classe capitaliste qui exigeait de cet État du charbon à très bon marché. A travers la recherche de la rentabilité maximum, le rendement passait avant la sécurité. Au contraire pour tous ces responsables politiques et économiques, c'est la « fatalité » qui était à l'origine des catastrophes, des accidents du travail et des maladies professionnelles.

C'est pour graver dans le marbre la Vérité sur cette catastrophe que le 27 décembre 1975, la Commission populaire d'enquête érigeait sur le site de la fosse 3 un mémorial en hommage aux « 42 mineurs envoyés à la mort » un an plus tôt.

Quarante deux ans plus tard, ce mémorial hautement symbolique qui avait subi les outrages du temps, vient d'être restauré à l'initiative d'un groupe militant qui, dès le 40e anniversaire de ce drame, avait opposé à la thèse officielle de la « fatalité », la Vérité sur l'origine de la catastrophe.

La municipalité de Grenay, les services techniques de la commune, ont assuré l'essentiel de cette restauration ainsi qu'une grande partie de l'organisation matérielle de la cérémonie d'aujourd'hui, répondant ainsi à la vocation d'une authentique municipalité au service de la population ouvrière des cités et des corons.

Qu'ils en soient chaleureusement remerciés, même si leur modestie les conduit à penser qu'ils n'ont fait que leur devoir au service de leurs administrés et de la Vérité.

A partir de ce petit et modeste monument, nous avons collectivement élaboré l'idée de se saisir de l'immense symbole qu'il porte pour le compléter par un mémorial à la mémoire de toutes les victimes du capitalisme, et notamment les victimes des accidents du travail, des maladies professionnelles. En 2014. 620.000 accidents du travail dont 560.000 avec quatre jours d'arrêt ou plus. 38 millions de journées d'incapacité de travail ont été enregistrées. 530 personnes ont perdu la vie à tenter de la gagner. Sans parler du harcèlement, moral ou sexuel ; du mépris des chefs, des cadences; des brimades, des burn-out, des suicides, des salaires au rabais, de la discrimination raciale, sexuelle, à l'embauche et au travail ! Ce monument aura pour vocation de dénoncer la responsabilité du système capitaliste lui-même qui règne aujourd'hui sur l'essentiel de notre planète. Ce mémorial à la disposition de tous permettrait chaque fois que de tels événements se produisent d'organiser un rassemblement pour pointer du doigt cette responsabilité, à l'heure où, chez nous, la loi travail dite El Khomri contre laquelle s'élèvent dans la rue les travailleurs et la jeunesse, ne peut qu'accentuer la précarisation, l'acceptation d'un travail "à n'importe quel prix", la soumission des travailleurs et les travailleuses qui ne seront plus protégés par un accord de branche.

Il est certain que de telles initiatives concourront à renforcer les luttes contre cet aspect central de l'exploitation capitaliste. Et surtout obligeront les exploités à plus de prudence et par là à diminuer les accidents du travail et les maladies professionnelles. Des initiatives qui s'inscrivent aussi et je m'en réjouis dans une logique de lutte des classes que, selon un récent sondage, sept Français sur dix considèrent d'actualité.